



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024146-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 18 décembre 2024 à 11h50 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON

Étaient représentés :

Madame LAMBARD Annick ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame VACHE-PICAT Mireille ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés :

Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Secrétaire de séance :

Madame Laure GUILLARD, Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 11 décembre 2024



DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024146-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

**24 EXPÉRIMENTATION « TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE SUR LES QUARTIERS GRAMMONT-GRENET-VOLTAIRE-LODS » - CONVENTION FIXANT LES RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE LES C.C.A.S. DE ROUEN ET DE SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN - AUTORISATION DE SIGNATURE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les villes et Centres Communaux d'Action Sociale de Rouen et de Sotteville-Lès-Rouen se sont engagés ensemble pour mener sur un territoire commun l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » (T.Z.C.L.D.).

Afin de permettre la mise en œuvre de la méthodologie de projet spécifique à cette expérimentation, une équipe projet a été créée et il a été décidé de dédier des temps de travail spécifiques à cette mission, à savoir un poste de chef de projet à temps plein, recruté par le C.C.A.S. de Sotteville-Lès-Rouen, et un chargé de mission dédié à 50 % à cette mission, recruté par le C.C.A.S. de Rouen.

Par ailleurs, cette équipe est complétée par une participation des deux directrices de C.C.A.S. ainsi que par des collaborateurs des communes (chargée de mission ESS de la Ville de Rouen, chargée de mission participation des habitants de Sotteville-Lès-Rouen), ainsi que par la cheffe de projet T.Z.C.L.D. de la Métropole Rouen Normandie.

Depuis janvier 2024, une chargée de mission, recrutée par le C.C.A.S. de Sotteville-Lès-Rouen, a intégré l'équipe projet a vocation à intégrer l'entreprise à but d'emploi à son ouverture en tant que directrice.

Le chef de projet adjoint porté par le C.C.A.S. de Rouen a quant à lui renforcé son intervention au sein de l'équipe projet et y a consacré 80 % de son temps de travail de janvier à décembre 2024.

Il a été convenu que pour les principaux temps de travail dédiés à la mission, les deux C.C.A.S. partageraient à part identique les charges de ces postes.

La Métropole Rouen Normandie a, quant à elle, acté d'apporter également un soutien financier aux collectivités engagées dans l'expérimentation. Ce financement est versé au C.C.A.S. de Sotteville-Lès-Rouen

Une première convention avait été proposée afin de préciser les engagements financiers des deux C.C.A.S. jusqu'au 31 mai 2023. Il convient de préciser dans une nouvelle convention ces engagements financiers pour la période du 1er juin 2023 au 31 décembre 2024.

Au-delà, des charges liées au personnel de l'équipe projet, de nouveaux frais sont à prendre en compte sur l'année 2024 en lien avec l'avancée du projet :

- La location d'un local depuis juin 2024
- Le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association ROSALIE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de l'Action Sociale et des Familles,

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024146-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



VU la Loi du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber l'hômage de longue durée,

VU la Loi sur le prolongement et l'extension de l'expérimentation de Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée promulguée le 14 décembre 2020,

VU la Délibération du conseil de la Métropole Rouen Normandie en date du 5 octobre 2020,

VU la Délibération du Conseil municipal de Rouen du 28 mars 2022,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 23 juin 2023.

CONSIDÉRANT :

- l'intérêt partagé des communes et des C.C.A.S. de Rouen et Sotteville-Lès-Rouen à s'engager dans l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée,
- la volonté partagée entre les deux C.C.A.S. de formaliser par une convention les engagements financiers de chaque partie pour le fonctionnement de l'équipe projet.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À LA MAJORITÉ DE SES MEMBRES VOTANTS

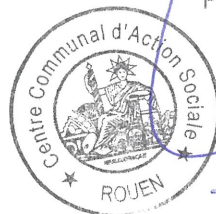
Votants :

- contre : 0
- pour : 11
- abstention : 0

Ne prenant pas part au vote : 2 (Madame Martine LELAIT et Madame Mireille VACHE-PICAT ayant donné son pouvoir à Madame Martine LELAIT)

- Valide la convention proposée fixant les relations financières entre les C.C.A.S. de Rouen et de Sotteville-Lès-Rouen,
- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention annexée,
- Autorise les dépenses et recettes en application des termes de la présente convention.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.



POUR EXTRAIT CONFORME,
La Présidente de Séance,

Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.